

GÉOGRAPHIE SOCIALE : DES GROUPES À L'INDIVIDU. THÉORIES ET MÉTHODES

Dans un passé assez récent, on pouvait opposer de manière assez caricaturale une géographie sociale, marxiste, holistique, structuraliste et privilégiant l'étude des espaces sous l'influence des groupes sociaux (habitants d'un pays, d'une région, d'une ville, d'un quartier) à une géographie culturelle donnant une place majeure à l'individu. Si aujourd'hui cette distinction n'existe plus de manière aussi claire, de plus en plus de géographes revendiquent une géographie à la fois sociale et culturelle, la géographie dans son ensemble reste néanmoins encore traversée par ces deux tendances, avec des nuances plus ou moins importantes selon les auteurs. Le regard des chercheurs se renouvelle sous l'effet des évolutions sociales. Face à des sociétés de plus en plus qualifiées comme étant individualistes, la géographie sociale ne pourrait plus faire l'économie de l'analyse des pratiques, inscriptions, marques spatiales des individus, pas plus d'ailleurs que les aménageurs et les élus. De nouvelles méthodes seraient nécessaires pour saisir ces changements.

Individualité, individualisme, individualisation sont des mots devenus très présents dans le monde de la recherche en sciences sociales, tout autant qu'au sein des administrations publiques. Que signifie l'apparition de nouvelles catégories impliquant les individus dans le langage courant et dans les discours des élus ou des aménageurs : habitants, citoyens, voisins, jeunes, seniors, handicapés, écocitoyens, auto-entrepreneurs, précaires etc. ? Parle-t-on d'individu ou de groupes ? Comment se situer entre individualité et appartenances multiples ? Les pratiques de l'espace sont-elles modifiées ? Quels individus sont instrumentalisés au service de projets d'aménagement ou de programmes d'intervention sociale ? Aujourd'hui, est-il plus pertinent de parler de l'individu ou des individus ? Quel est l'intérêt à utiliser les termes d'individualité, d'individualisme ou encore d'individualisation en géographie ? Et d'individualisme sociétal ? Convient-il d'étudier les individus vus par eux-mêmes, par les institutions ou vus par les groupes ?

L'individu semble s'imposer : s'agit-il d'un effet de discours ou d'un changement majeur de méthodes et d'outils. Comment saisir sa parole, ses gestes et ses actes, dans une perspective géographique ? Comment monter en généralité à partir de cas singuliers ? Existe-t-il d'autres manières de faire que d'utiliser les figures archétypiques ? Quels sont aujourd'hui les défis méthodologiques posés aux géographes pour prendre en compte l'individu ? Doit-on emprunter à d'autres disciplines ? Faut-il privilégier les récits de vie, les approches biographiques, les groupes de discussion ou encore l'analyse des images, des sons ou des odeurs ? Quelles innovations méthodologiques imaginer pour mieux cerner le rôle de l'individu dans les changements géographiques et dans une perspective de recherche ?

La montée annoncée de l'individualisme amène-t-elle à reconsidérer la manière dont l'espace est produit, transformé et représenté ? L'apparente dissolution de certaines classes sociales signifie-t-elle une moindre importance des entités collectives et de leurs rôles quant à l'évolution de l'espace ? Dans les sociétés modernes occidentales, la culture individualiste qui prône le « je » ou le « moi » induit-elle de nouveaux rapports aux espaces géographiques ? Le passage, supposé, d'une société organisée en communauté à une société des individus signifie par ailleurs une émancipation par rapport aux rigidités et coercitions inhérentes aux sujets ou personnes auparavant assujetties. Quelles en sont les conséquences spatiales ? Quels sont les droits des individus dans leurs stratégies ou tout au moins dans leurs pratiques spatiales ? Faut-il sortir de l'opposition entre groupes et individu pour arriver à mieux comprendre l'espace ? Et si oui, quelles postures théoriques, quelles théories sociales et postulats doit-on retenir ? Enfin que signifie la promotion de l'individu dans une société : quelles inégalités sociales, quels enjeux sociaux et de pouvoir cela révèle-t-il ?

Pendant longtemps, beaucoup de géographes ne se sont pas intéressés à la notion d'individu, partant du principe que la géographie, discipline de synthèse, avait pour objectif de généraliser et de fournir un cadre d'interprétation global des sociétés ou des espaces pour la géographie générale qui ignorait les sociétés. L'étude de l'individu relevait d'autres disciplines avec lesquelles il convenait de se distinguer clairement : sociologie, psychologie, anthropologie, ethnologie. La position est particulièrement claire dans l'approche quantitative où l'individu est un élément d'agrégat ou d'une population statistique. On cherche à réunir des individus en fonction de similitudes : âge, sexe, profession, revenus, etc. Pour l'approche qualitative, dans un tel contexte, l'étude des organisations collectives suffisait à rendre compte des modifications spatiales ; un individu, seul, n'ayant pas de pouvoir de transformation de l'espace. Les termes d'acteurs et d'agents désignent alors des types ou catégories d'individus.

Ces changements signifient-ils qu'il ne faut plus faire cas des groupes ? Comment s'articulent les travaux faisant coexister approches par les individus et par les groupes sociaux ? La géographie des groupes sociaux existe-t-elle encore ? Comment ces groupes sont-ils construits ? S'agit-il d'une objectivisation de la part des chercheurs (tels que les professions et catégories sociales) ou des praticiens de l'aménagement qui identifient des populations cibles appelées populations spécifiques pour leurs dispositifs ; ainsi en est-il dans les programmes locaux de l'habitat qui désignent les seniors, les jeunes, les handicapés, les ménages les plus modestes. Ou ces groupes sont-ils construits par les individus eux-mêmes dans des contextes d'action, souvent conflictuels ?

Par ailleurs le terme de groupe désigne indifféremment des contours de taille restreinte (famille, groupe de camarades, voisinage, etc.) où s'exercent des liens affectifs et un sentiment d'appartenance à une totalité, ou plus importante tels que les partis politiques, syndicats, associations, soit des groupes où les interactions se constituent dans l'action. Une distinction entre groupe d'appartenance et de pairs et groupe de référence (groupe auquel des individus se réfèrent sans lui appartenir en adoptant des comportements ou valeurs qui leur servent de modèle normatif) complète ces éléments de précision. On comprend dans ces conditions qu'un individu peut appartenir à plusieurs groupes, ce qui ne facilite pas l'analyse des liens entre individu, groupe et espace géographique.

JEAN-MARC FOURNIER, ISABELLE GARAT, RAYMONDE SÉCHET